

# **RETOUR SUR LA TENTATIVE D'OUVERTURE D'UN SQUAT POUR ABRITER LES MIGRANTS À OUISTREHAM, SON ÉVACUATION PAR LA GENDARMERIE ET LA SITUATION LOCALE DES MIGRANTS.**

## **L'ACTION :**

Le samedi 9 décembre 2017, à l'initiative de l'Assemblée Générale Contre Toutes les Expulsions de Caen, a eu lieu une action collective destinée à officialiser publiquement et pacifiquement l'occupation de locaux vides d'un centre de loisirs désaffecté à Ouistreham.

Ces bâtiments, appartenant à la mairie de Ouistreham, sont en grande partie inutilisés, hormis 2 petits bureaux attribués à deux associations locales et une salle mise occasionnellement à disposition pour des fêtes privées. L'objectif de l'action était d'occuper les parties vides de ce petit centre pour y abriter les migrants en détresse localement.

Environ 60 personnes solidaires, provenant de Caen et de Ouistreham, ont participé à cette action ou l'ont rejointe une fois qu'elle a été rendue publique.

Les bâtiments vides visés avaient été discrètement occupés au préalable par quelques militant-e-s, les traces d'occupation étaient visibles et une facture de livraison alimentaire attestait d'une présence sur place depuis plus de 48H. Dans ces conditions, normalement, une procédure auprès d'un tribunal compétent aurait été nécessaire avant de pouvoir procéder à une expulsion.

## **L'ÉVACUATION :**

La préfecture et la municipalité, s'asseyant sur la légalité qu'elles prétendent incarner, en ont décidé autrement. Très vite, d'importantes forces de gendarmerie ont bouclé le périmètre pour empêcher des personnes solidaires et plusieurs dizaines de migrants de rejoindre les lieux. Vers 20 heures, trois heures après le début de l'action d'officialisation du squat, des dizaines de gendarmes sont intervenus pour évacuer les militant-e-s et personnes solidaires.

Cette évacuation s'est déroulée sans violence, la préfecture, visiblement gênée par l'action et sa médiatisation, ayant donné à ses troupes des consignes de modération.

Les militant-e-s et personnes solidaires, regroupé-e-s en bloc et faisant la chaîne, ont collectivement refusé d'être sorti-e-s un par un du périmètre car il était clair que la gendarmerie espérait filmer, contrôler et fouiller individuellement les participant-e-s à l'action. Elle espérait peut être aussi interpellé quelques têtes connues engagées dans la solidarité avec les migrants et sur d'autres fronts de la lutte sociale.

Devant ce refus ferme et collectif d'être contrôlés, les responsables du dispositif de gendarmerie ont rapidement renoncé à leurs exigences inquisitoriales et c'est groupé-e-s, au son du slogan « Solidarité avec les migrants », entouré-e-s de près par des dizaines de gendarmes que nous avons lentement été repoussé-e-s hors du périmètre de bouclage de la gendarmerie. Il a ensuite été possible de récupérer nos véhicules et de repartir en convoi vers nos foyers.

## **LA SITUATION DRAMATIQUE DES MIGRANTS À OUISTREHAM :**

### **Un peu d'histoire et quelques chiffres pour commencer :**

Depuis l'évacuation de la pseudo-« jungle » de Calais par les autorités, fin 2015, Caen et Ouistreham connaissent une arrivée **limitée** de migrants qui cherchent à passer en Angleterre pour y demander l'asile, y retrouver de la famille, y construire une vie qu'ils espèrent meilleure.

En 2016, ce sont surtout des iraniens et des afghans qui sont venus. Leur nombre est progressivement monté à environ 150. Ils trouvèrent refuge sur Caen, à une quinzaine de kilomètres de Ouistreham, dans un vaste entrepôt désaffecté de la presqu'île de Caen, l'ancienne zone portuaire industrielle de la ville. Ils montaient pour quelques jours sur Ouistreham pour essayer d'embarquer clandestinement sur les ferries avant de venir se reposer et s'alimenter à Caen ou bien ils faisaient quotidiennement

l'aller-retour à pied ou à vélo. Cette première vaguelette de migrants s'est progressivement dispersée au cours de l'année 2016. Ou ils ont réussi à passer ou ils ont fini par partir tenter le passage ailleurs. Fin 2016, les premières dizaines de soudanais ont commencé à arriver à Caen. Ils vivaient d'abord sous des bâches près d'une usine à l'entrée de la presqu'île. Vu leur situation de dénuement total et l'augmentation, lente mais régulière, de leur nombre, l'AG de Lutte Contre Toutes Les Expulsions de Caen leur a ouvert un squat dans des bâtiments abandonnés de la presqu'île.

Comme les iraniens et les afghans avant eux, ils montaient pour quelques jours sur Ouistreham avant de retourner se reposer à Caen ou bien ils faisaient quotidiennement la navette entre Caen et la côte. Leur nombre est progressivement monté à environ 120 personnes.

À la rentrée 2017, le principal squat des soudanais à Caen a brûlé. Certains d'entre eux en ont ouvert de nouveaux dans des entrepôts délabrés de la presqu'île et l'AG a ouvert un squat pour eux dans un petit immeuble à Mondeville et d'autres sont partis de manière permanente sur Ouistreham où quelques groupes épars de soudanais, provenant d'autres endroits, sont également arrivés peu après.

Il y a aujourd'hui environ un peu plus de 70 soudanais dans les squats caennais dont quelques dizaines effectuent des rotations régulières entre Caen et Ouistreham. À Ouistreham même, ils sont environ 70 à y rester de manière permanente. Le nombre total de soudanais entre Caen et Ouistreham est donc au maximum d'environ 150 personnes et, en fonction des allers et venues depuis les squats caennais, leur nombre fluctue, en général, à Ouistreham même, entre 60 et 90 personnes.

**Si nous expliquons tout ça, c'est pour démonter le mythe, véhiculé par la préfecture et la mairie, d'« un afflux massif de migrants », d'un fantasmatique « appel d'air ». La seule nouveauté, c'est qu'au lieu d'être principalement hébergés sur des squats caennais, une grosse soixantaine d'entre eux restent en permanence sur Ouistreham, nuit et jour.**

**Un point important : des dizaines de ces soudanais ont des visages d'adolescents et pour cause, ce sont des mineurs isolés**

**Concernant la situation concrète vécue par les migrants soudanais à Ouistreham, elle est clairement dramatique.**

État, Préfecture et Mairie leur sont hostiles.

Ils dorment dehors, connaissent la faim, le froid, la maladie. Leur dénuement est terrible.

**Ils sont en permanence, sur ordre des autorités préfectorales, harcelés** par d'importantes forces de gendarmerie qui sont omniprésentes à Ouistreham : la brigade locale et ses renforts, le Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG) de Caen, des renforts de gendarmes mobiles...

Les migrants sont chassés des bancs publics, des abris de bus où ils tentent de se protéger du vent et de la pluie, les forces de l'ordre confisquent systématiquement les couvertures, les duvets, les tentes, les bâches, les cartons sur lesquels ils dorment. Toutes les forces de gendarmerie semblent participer à ces actes de harcèlement.

Nous avons, par les migrants, aussi échos de faits plus inquiétants : insultes racistes, menaces, contrôles musclés, gazages d'affaires personnelles, gazages directs de migrants par certains gendarmes.

Nous ne souhaitons pas caricaturer. La grande majorité des gendarmes semble rechigner à ces actes et la brigade locale n'est pas visée par ces témoignages de migrants. Ce sont surtout « les hommes en noir » du PSIG qui sont la plupart du temps désignés par ces témoignages d'exactions musclées, hommes en noir car ces gendarmes « de choc » portent un uniforme noir pour se différencier des autres gendarmes « de base ».

**La mairie, dirigée par Romain Bail, fait également tout pour rendre leur situation encore plus infernale** : un petit bois où ils dormaient est interdit de fréquentation par arrêté municipal et les agents techniques de la mairie sont envoyés le défricher, les autorités locales font circuler des rumeurs selon lesquelles donner de la nourriture, des vêtements, des couvertures est illégal, les agents de la voirie sont obligés de se déplacer sur tous les endroits où des petits groupes de migrants

dorment pour ramasser, sous protection de la gendarmerie, les cartons qui servent de matelas, les couvertures, les petits baluchons d'affaires personnelles et tout mettre à la benne.

Le maire refuse d'installer des points d'eau, des sanitaires provisoires, de prêter la moindre salle pour accueillir des distributions de repas chauds, fait pression (via les subventions et les prêts de locaux municipaux) sur des associations locales tentées de venir en aide aux migrants, pond des textes hallucinés où il prétend, en dehors de toute réalité, qu'il y a risque de constitution d'un nouveau « Calais » (comme si 8 ou 9 000 migrant-e-s allaient débarquer dans un petit port d'où partent 3 pauvres ferries par jour...) et que s'il fait des choses contre les migrants, c'est finalement pour leur bien...

Ajoutez à cela les vigiles privés qui les chassent systématiquement des parkings des grandes surfaces ou n'autorisent qu'un soudanais à la fois à rentrer faire de maigres achats de nourriture, les consignes données aux conducteurs-rices de bus de Twisto (la compagnie de transports en commun de la communauté urbaine) de les refouler s'ils montent sans payer ou de les signaler par radio au PC sécurité de la compagnie pour envoyer des contrôleurs ou la police et vous aurez un aperçu assez complet de ce qu'on leur fait endurer.

**Et tout cela on leur fait endurer en vain.** Ces gars ont traversé une bonne partie de l'Afrique, des déserts où l'on peut crever, ont connu pour certains la détention, la torture, le travail forcé en Libye, traversé la Méditerranée et vu des gens se noyer sous leurs yeux. **Ce sont des survivants, endurcis. Il serait temps que les autorités comprennent que leur politique de harcèlement n'a aucun effet sur la plupart d'entre eux...** Ils ne renonceront pas à essayer de passer en Angleterre, depuis Ouistreham, ou à partir d'ailleurs.

**Cependant, les pics de froid hivernal arrivent à grand pas. Les températures locales baissent et se rapprochent dangereusement du zéro. Les autorités préfectorale et locale attendent-elles un mort de froid pour réagir et ouvrir un lieu d'hébergement ?**

**Nous savons, quant à nous, ce que nous avons à faire au vu de l'attitude actuelle des autorités.**

**Nous avons souvent dit que les migrants étaient traités comme du bétail à Ouistreham. Ce n'est pas tout à fait exact.**

**Nous corrigeons donc : les migrants sont traités à Ouistreham PIRE que du bétail. En effet, le bétail a de la valeur tandis que la vie de ces migrants n'en a visiblement aucune pour les autorités !**

Ouistreham est une petite bourgade tranquille de la côte normande. Tout le monde y connaît directement ou indirectement tout le monde. Les notables locaux y ont du poids, comme la peur du « Qu'en dira-t-on ? ».

Mais, au vu de la situation dramatique, à Ouistreham, comme dans les villages alentours, comme à Caen, l'indignation, la colère montent, contre la situation intolérable qui est faite aux migrants.

Les langues se délient, la solidarité matérielle s'organise et s'étend, le soutien aux migrants s'affiche de plus en plus, les réseaux sociaux, associatifs, syndicaux, politiques s'activent et s'interconnectent.

**La colère enfle et elle va inévitablement éclater. Ce n'est plus qu'une question de temps.**

**Pour nous, la répression, l'exploitation, le mépris dont les migrants sont la cible reflètent ce que nous réservent les autorités à grands coups d'état d'urgence qui passe dans le droit commun, d'ordonnances antisociales qui accroissent la précarité et l'exploitation, de discours tonitruants sur les chômeurs-euses censé-e-s partir aux Bahamas avec leurs allocations de misère, sur les « fainéant-e-s » qui triment dur pour surnager avec un mauvais SMIC.**

**C'est pourquoi nous affirmons que défendre la liberté et la dignité des migrant-e-s, c'est toujours aussi, en même temps, défendre les nôtres.**

**Nous saluons à l'occasion de ce texte toutes celles et ceux qui aux quatre coins du pays, à Nantes, Toulouse, Calais, Dunkerque, Paris, Lyon, dans le Briançonnais, les Hautes-Alpes et la vallée de la Roya et tant d'autres endroits, aident, accueillent, nourrissent, transportent, hébergent, soignent, cachent, agitent, informent, manifestent, occupent, ouvrent des squats.**

**Rencontrons nous. Coordonnons nous. Intensifions la résistance.**

**A bientôt.**

**Merci de faire circuler ce texte largement dans vos réseaux.**

**Adopté par l'AG réunie le dimanche 10 décembre.**

**Contact de l'AG Contre Toutes les Expulsions de Caen : [ag-contre-expulsions@laposte.net](mailto:ag-contre-expulsions@laposte.net)**

**Infos et analyses : <http://agcontrolesexpulsions.wordpress.com/>**



**L'action du samedi 9 décembre à Ouistreham. Photo Ouest-France.**